

| Nombre de Membres                   |             |   |
|-------------------------------------|-------------|---|
| Affiliés<br>au Conseil<br>Municipal | En Exercice | Qui ont pris<br>part à la<br>délibération |
| 23                                  | 23          | 23  |

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE D'AMPUIS

Séance du 28 mars 2022

L'an deux mille vingt deux

et le vingt-huit mars

**Date de la convocation :**

22/03/2021

**Objet de la délibération :**

Avis du Conseil Municipal sur le projet de création d'un complément au demi-diffuseur autoroutier n°11 de Vienne Sud sur la Commune de Reventin-Vaugris

N°28-03-2022-08

à 19 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes, sous la présidence de Monsieur Richard BONNEFOUX, Maire.

**Etaient présents :** MM. Richard BONNEFOUX – Karinne DAVID – Christian BASTIN – Maryline BILLON – Olivier PASCUAL – Philippe HERARD – Mireille BARRET-BANETTE – Fabien BAY – Muriel BONNEFOND – Violaine DURAND – Yves LAFOY – Christian ORVOËN – Christelle PARPETTE – Sylvie THETIER – Gilles THOLLET – Corinne VAUDAIN – Claude GAY – Chantal MAYOUX – Guillaume POLI.

**Absents excusés :**

M Virginie COROMPT donne pouvoir à Philippe HERARD  
M. Martial DARMANCIER donne pouvoir à Richard BONNEFOUX  
Elisabeth RAMARD donne pouvoir à Muriel BONNEFOND  
Ludovic DUFRESNE donne pouvoir à Gilles THOLLET

Il est rappelé que la création d'un demi-échangeur sur l'autoroute A7 au Sud de Vienne, identifiée comme une solution pour réduire entre autres le trafic de transit Sud-Nord sur notre territoire, est inscrite dans le Plan de Déplacements Urbains de l'Agglomération et dans le SCOT des Rives du Rhône.

VINCI Autoroutes a été chargé par l'Etat de la maîtrise d'ouvrage de l'opération qui consiste en la création du complément du demi-diffuseur existant de Vienne Sud (n°11) à hauteur de la barrière pleine voie actuelle de Vienne/Reventin, sur la commune de Reventin-Vaugris.

En effet, au regard des résultats de la concertation publique et de l'analyse multicritères, le comité de pilotage du projet composé de l'Etat, de VINCI Autoroutes et des collectivités locales a choisi la variante centre et plus précisément la sous-variante centre compacte pour l'implantation du demi-échangeur.

Le Conseil communautaire de ViennAgglo, lors de sa séance du 2 février 2017, a acté le choix du comité de pilotage et approuvé le plan de financement de l'opération.

Par délibération en date du 15 mai 2019, le conseil communautaire de Vienne Condrieu Agglomération a approuvé la convention de financement relative au projet de demi-échangeur sur l'A7 au Sud de Vienne, entre Autoroutes du Sud de la France (ASF) société de VINCI Autoroutes, la Région Auvergne-Rhône-Alpes, le Département de l'Isère et Vienne Condrieu Agglomération avec des participations respectives de 50, 20, 20 et 10 %.

Par délibération en date du 22 mars 2022, le conseil communautaire de Vienne Condrieu Agglomération a approuvé la nécessité que cet équipement soit réalisé rapidement et a donné un avis favorable au projet tel que présenté dans le cadre de l'enquête publique.

Le projet de complément de demi diffuseur de Vienne sud sur l'A7 est soumis à enquête publique du 28 février au 30 mars 2022.

**Dans ce cadre, la commune d'Ampuis tient à réaffirmer son total soutien à ce projet attendu depuis plus de 30 ans par les habitants de notre commune.**

En effet, la création d'un demi échangeur au sud de Vienne permettra :

- d'offrir un accès direct à Lyon par l'autoroute aux habitants des communes du sud de Vienne Condrieu Agglomération et du nord de l'ex pays roussillonnais, communes dont la population a fortement augmenté ces dernières années ;
- de soulager le trafic de transit sur le pont barrage de Vaugris et dans la traversée de Verenay estimé à au moins 9300 véhicules jour. Ces deux infrastructures étant complètement saturées aux heures de pointes
- d'améliorer de manière notable les conditions de sécurité sur l'autoroute A7 en désengorgeant le demi-échangeur de Verenay/Ampuis et ainsi éviter les remontées de voitures sur la bande d'arrêt d'urgence
- de sécuriser le hameau de Verenay actuellement coupé en deux et très accidentogène
- de diminuer le trafic sur la RN7 dans la traversée de Vienne et de Reventin-Vaugris (montée des Grands Pavés)

Considérant que le projet soumis à l'enquête publique est celui :

- qui a été le plus plébiscité par les contributeurs lors de la concertation en 2016 ;
- qui présente la meilleure notation selon l'analyse multicritères présentée lors de cette même concertation ;
- dont le coût est le plus faible pour la collectivité ;
- dont l'impact sur l'environnement et le foncier, en particulier agricole, est le plus faible ;
- qui a obtenu des avis positifs :
  - o de l'ensemble des services de l'Etat, collectivités locales financeuses et chambres consulaires lors de la concertation interservices de l'été 2020 ;
  - o de l'autorité environnementale en avril 2021, saluant la clarté du dossier, confirmant les conclusions de la concertation et le choix de la variante centre et n'émettant pas de réserve sur le projet ;
  - o du comité national de protection de la nature, de novembre 2021, rappelant que *« les arguments présentés dans le dossier justifient que le projet (tel que présenté) répond notamment au critère d'intérêt public majeur car il s'agit de limiter les impacts écologiques, pollutions de l'air, de l'eau et inciter au covoiturage. »*



Considérant que la variante d'implantation retenue pour ce demi-diffuseur permettra localement :

- d'améliorer l'offre de transport alternative à la voiture individuelle en créant un parking de co-voiturage d'environ 100 places et un itinéraire modes doux dédié reliant les bourgs de Reventin et de Vaugris ;
- d'améliorer les conditions de sécurité sur la Rd 131 par la création notamment de deux carrefours giratoires permettant de réduire la vitesse à moins de 50 km/h contre 70 actuellement ;
- d'améliorer la perception sonore des riverains puisque grâce au mur acoustique prévu dans le projet, le bruit perçu demain avec l'échangeur sera plus faible que celui perçu aujourd'hui sans l'aménagement.

Cette enquête publique, dernière étape préalable à la réalisation du projet, se déroule jusqu'au 30 mars 2022. Elle servira au commissaire enquêteur à rendre son avis : les travaux pourront alors débiter s'il est réputé favorable, et dans le cas contraire, le projet sera abandonné.

Pour toutes ces raisons, il est proposé que la commune d'Ampuis donne un avis favorable au projet tel que présenté dans le cadre de l'enquête publique, et réaffirme la nécessité que cet équipement soit réalisé rapidement.

Le Conseil Municipal,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** l'arrêté préfectoral du 27 janvier 2022 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique unique relative au projet de création d'un complément au demi-diffuseur n°11 de Vienne sud sur la commune de Reventin-Vaugris, et portant sur la déclaration d'utilité publique du projet emportant mise en compatibilité du PLU de Reventin-Vaugris, l'enquête parcellaire et la demande d'autorisation environnementale,

**CONSIDERANT** qu'il est essentiel pour la commune d'Ampuis de soulager et sécuriser le trafic de transit sur le pont du barrage de Vaugris et dans la traversée de Verenay, secteurs embouteillés et accidentogènes (9 300 véhicules jours pour le seul trafic de transit), et d'améliorer les conditions de sécurité sur l'autoroute A7 en désengorgeant le demi-échangeur de Verenay et ainsi éviter les remontées de voitures sur la bande d'arrêt d'urgence

Après en avoir délibéré, à la majorité des présents : 21 pour, 1 abstention, 0 contre

- **REAFFIRME** la nécessité de réaliser rapidement le complément de demi diffuseur de Vienne sud sur l'A7,

Envoyé en préfecture le 29/03/2022

Reçu en préfecture le 29/03/2022

Affiché le

Perse  
Le 29/03/22

ID : 069-216900076-20220328-2803202208-DE

- **DONNE un avis favorable** au projet tel que présenté dans le cadre de l'enquête publique,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à effectuer toutes les formalités administratives, techniques ou financières, nécessaires à l'exécution de la présente délibération et à signer tous documents afférents à la présente délibération,
- **PRECISE** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits.  
Au registre sont les signatures.

Pour Copie Conforme,  
Le Maire,  
Richard BONNEFOUX

